

La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe



SOMMAIRE

- La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe p. I à V
Par Fabrice Grenard
- La Pologne, une résistance précoce comme condition de survie de la nation p. VI
Par Fabrice Grenard
- L'occupation particulière du Danemark avec le maintien des institutions démocratiques p. VII
Par Fabrice Grenard
- La France, terrain d'action privilégié pour les réseaux et les filières de sauvetage p. VIII
Par Fabrice Grenard

La France, un cas particulier dans l'Europe allemande

Lorsque l'occupation allemande s'accompagne d'une liquidation totale de l'État national et crée un vide politique, la Résistance a pu se développer de façon quasi immédiate. En Pologne, par exemple le projet colonisateur et ethnocidaire nazi transparait dès la campagne de septembre 1939 et un gouvernement clandestin fut constitué avant même la capitulation de Varsovie. La germanisation forcée imposée par le Reich au lendemain de sa victoire explique que le pays connaisse une résistance précoce dans le Gouvernement général dirigé par Hans Frank (cf. p.VI). En Grèce ou en Yougoslavie, la dureté des régimes d'occupation mis en place par les Allemands au printemps 1941 entraîne également la constitution précoce de groupements de résistance qui cherchent à poursuivre le combat malgré la défaite des armées régulières.

Pour de nombreux pays occupés, le fait que le gouvernement légitime soit parti en exil à Londres pour y poursuivre le combat permet également d'encourager une résistance intérieure immédiate et de faciliter les liens avec les Alliés. Ce fut le cas pour les gouvernements de la Belgique⁽⁴⁾, du Luxembourg et des Pays-Bas qui deviennent dès la défaite de leur pays des pôles de légitimité fort hors du territoire national, continuant à contrôler la marine et leurs empires coloniaux.

La France échappe à ces différentes situations. Le choix du gouvernement que dirige le maréchal Pétain de conclure un armistice plutôt qu'une capitulation place le pays dans une situation particulière. Le pays n'est pas totalement occupé puisqu'une zone dite « libre » est maintenue. Si une administration militaire allemande s'installe au Nord, en zone occupée,

Les victoires remportées sur tous les fronts entre 1939 et 1941 ont permis à l'Allemagne nazie d'imposer sa domination sur l'ensemble du continent européen, de l'Est (Pologne, Ukraine, Biélorussie) à l'Ouest (France) et du Nord (Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique) au Sud (Grèce, Yougoslavie). Les occupations qui en ont découlé ont déclenché dans toute l'Europe un phénomène de résistance⁽¹⁾.

La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe *Par Fabrice Grenard*

En mélangeant des motivations patriotiques (libérer un pays occupé) et d'autres plus idéologiques (lutter contre le nazisme, rétablir la démocratie pour certains), la résistance en Europe a pris des formes diverses. Elle varia considérablement selon le type d'occupation mis en place par le vainqueur, la situation politique antérieure des pays concernés et les relations tissées avec les Alliés, dont le soutien logistique était indispensable pour permettre aux organisations résistantes de se développer⁽²⁾. Phénomène européen, la Résistance n'en garde pas moins des spécificités nationales très fortes. Si une histoire comparative de la Résistance en Europe amène forcément à évoquer de possibles points communs, à trouver des convergences qui ont pu exister dans tous les pays occupés, elle doit aussi

permettre de souligner les spécificités qui se dégagent sur un plan national.

En raison de son histoire (un État-nation et un régime républicain très enracinés), de sa situation (la principale puissance vaincue par le Reich) et d'un système d'occupation spécifique en Europe (coexistence jusqu'en novembre 1942 d'une zone occupée et d'une zone dite « libre »), la France constitue forcément un cas particulier au regard des autres pays occupés. La Résistance française, tout en s'inscrivant dans un phénomène plus large ayant touché toute l'Europe, garde des caractéristiques qui ont pesé considérablement sur ses débuts en 1940-1941 et son évolution tout au long de l'Occupation jusqu'à la façon dont s'est effectuée la « sortie de guerre »⁽³⁾.



La reine Wilhelmine prononce un discours au micro de la BBC le 30 août 1941.

Le 13 mai 1940, après l'effondrement de l'Armée néerlandaise, la reine Wilhelmine quitte les Pays-Bas avec son gouvernement et la famille royale pour s'exiler à Londres. Depuis la BBC, elle anime des foyers de résistance néerlandais et s'implique pour défendre son pays face à l'occupant allemand.

Réception de cinq évadés de France par Winston Churchill le 22 septembre 1941.

Rejoindre la France libre suppose de tout abandonner et de prendre des risques considérables. Après avoir préparé minutieusement leur évasion, ces cinq jeunes Français (Christian Richard, 17 ans ; Guy Richard, 15 ans et demi ; Reynold Lefebvre, 16 ans et demi ; Pierre Lavoix, 19 ans et demi ; JP Lavoix, 17 ans) sont partis pour l'Angleterre à bord de deux canoës le 16 septembre 1941 à 21 heures de Fort-Mahon (Somme) et sont arrivés à Eastbourne (Angleterre) le 18 septembre à 4 heures. Les quatre plus jeunes suivirent l'École des cadets de la France libre avant de combattre dans les rangs des FFL.

la zone Sud est contrôlée par le gouvernement français qui s'installe à Vichy et incarne une forme de continuité de l'État bien que la rupture soit totale avec le régime républicain. La personnalité de Pétain, très populaire, rassure la population. Face au « vainqueur de Verdun », le général de Gaulle qui s'est exilé à Londres et appelle dès le 18 juin les Français à refuser la défaite, ne pèse pas grand-chose au départ. Churchill aurait lui-même préféré pouvoir compter sur une personnalité plus importante afin d'incarner à Londres la Résistance française. Il accepte finalement le 28 juin 1940 de reconnaître de Gaulle comme « le chef de tous les Français libres » avec la possibilité de constituer autour de lui un embryon de gouvernement indispensable pour la création d'organismes civils nécessaires à l'organisation de la « France libre ». Mais les débuts sont difficiles et les ralliements restent rares au cours des mois qui suivent l'appel du 18 juin.

Résister en France ne va pas de soi

Dans ce contexte, et contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays occupés, résister ne va nullement de soi en France en 1940. Cela suppose en effet d'enfreindre les consignes données, de rompre avec un État qui se maintient, de désobéir au maréchal Pétain, dont le prestige est immense, et qui apparaît pour de nombreux Français comme le seul capable de redresser le pays après une défaite traumatisante. Au sein de l'Europe allemande, seul le Danemark présente une situation quelque peu comparable à la France puisque les Allemands y maintiennent les institutions (le roi, le gouvernement et même l'armée). Comme en France, ceux qui veulent s'engager dans une logique de résistance doivent ainsi rompre avec le gouvernement de leur propre pays en prenant le risque d'apparaître comme des traîtres à leur patrie⁽⁵⁾ (cf. p.VII).

Au cours des premiers mois de l'occupation allemande, des actions spontanées de désobéissance

existent en France (réalisations d'inscriptions ou de tracts anti-allemands, sabotages, aide apportée aux prisonniers de guerre évadés ou aux soldats alliés) mais elles restent isolées et relèvent d'initiatives individuelles⁽⁶⁾. Ceux qui « cherchent à faire quelque chose » doivent à la fois penser et inventer une résistance qui n'existe pas immédiatement en 1940, contrairement à d'autres pays occupés. La seule structure naissante se situe à Londres, autour du général de Gaulle. Mais la rejoindre nécessite de tout quitter et de prendre des risques considérables. À l'intérieur du pays, les organisations traditionnelles autour desquelles aurait pu se constituer la Résistance en 1940, les partis politiques ou les syndicats, n'ont pas basculé dans la clandestinité, comme cela a pu se passer en Pologne par exemple. Ces institutions se sont ralliées à Vichy, d'autres ont volé en éclat sous le coup à la fois de la défaite et de l'effondrement de la III^e République. La seule formation politique clandestine est alors le Parti communiste, interdit en septembre 1939, au lendemain du pacte germano-soviétique. Mais le PCF ne s'inscrit pas au début de l'occupation dans une logique de résistance, conformément à la ligne que lui impose Moscou consistant à dénoncer la poursuite d'une guerre impérialiste et à ménager dans ses attaques l'occupant allemand, avec lequel une tentative de négociation a même eu lieu au cours de l'été 1940 pour tenter de faire réparaître légalement *L'Humanité*.

Une résistance plus civile que militaire

Si le régime de Vichy continue d'incarner au cours de la période une autorité légale, sa légitimité et les soutiens sur lesquels il pouvait s'appuyer au départ s'effritent rapidement en raison du choix d'une politique de collaboration qui ne cesse de livrer toujours plus la France à l'occupant. Annoncée par Pétain au lendemain de sa rencontre avec Hitler à

Montoire le 22 octobre 1940, la collaboration se révèle très vite être un jeu de dupe dès lors que les Allemands n'offrent aucune concession. La véritable nature du régime de Vichy se révèle également à partir de l'automne 1940 à travers une épuration politique développée à l'égard de tous ceux qui sont présentés par la propagande officielle comme les responsables de la défaite ainsi que l'adoption des premières mesures discriminatoires contre les Juifs.

Ces évolutions provoquent des réactions de révolte et favorisent, à partir de la fin de l'année 1940 et en 1941, le passage d'actions isolées et individuelles à la mise en place des premières organisations qui se structurent afin d'inscrire leur lutte dans la durée. L'émergence de cette résistance pionnière est plus précoce et plus importante en zone Nord, où le poids de l'occupation et donc le rejet des Allemands se fait davantage sentir. En zone Sud, le climat se prête moins aux réactions de révolte. Le contexte y est également plus complexe du fait de certaines illusions qui entourent le régime de Vichy au sujet de ses capacités à protéger les Français, voir à préparer une revanche : les premières organisations résistantes, qui apparaissent en zone Sud, présentent la particularité pour certaines d'entre-elles de ne pas rompre immédiatement avec Pétain, comme le montrent les exemples d'Henri Frenay, qui fonde à l'automne 1940 un Mouvement de libération nationale ou de François de Menthon, qui rédige en novembre 1940 l'un des tout premiers journaux clandestins, *Liberté*.

Cette résistance française qui commence à se développer et à se structurer mène un combat essentiellement politique. Il s'agit de développer des actions de contre-propagande et d'information à l'égard de l'opinion afin de ne pas laisser le champ libre au seul discours officiel tenu par Vichy et les Allemands. Les formes d'action consistent donc à rédiger et diffuser des tracts, ou quand les moyens commencent à devenir plus importants, des journaux clandestins. Parce qu'elle nécessite des équipes chargées de sa rédaction ainsi que des relais sur l'ensemble du

territoire pour en assurer la diffusion, la création d'un journal entraîne souvent le développement d'un « mouvement », comme le montrent les exemples de *Libération-Nord* ou *Défense de la France* en zone Nord, *Liberté*, *Libération Sud* ou *Franco-Tireur* en zone Sud. Une autre façon de résister en France au début de l'Occupation peut également consister à mener des actions de renseignements, comme le font les « réseaux », afin de faire parvenir aux Alliés des informations militaires (localisations des bases militaires, des aéroports, mouvements de troupes). De nombreuses formes de « désobéissances » apparaissent enfin, consistant à enfreindre la loi de l'occupant ou celle de Vichy en apportant une aide aux différentes catégories de personnes pourchassées (aviateurs alliés, prisonniers de guerre évadés, résistants recherchés, Juifs persécutés...) (cf. p.VIII).

Si à l'extérieur du territoire les Français libres incarnent une armée qui poursuit le combat aux côtés des Alliés, il n'est pas question en revanche de mener des actions militaires sur le sol français, comme cela peut-être le cas dans d'autres pays occupés. Certains chefs de la Résistance française, à l'image d'Henry Frenay, peuvent dès 1940 ou 1941 commencer à envisager la reprise d'une lutte armée contre l'occupant. Mais celle-ci ne saurait être immédiate car elle nécessite une longue préparation pour mettre sur pied une armée clandestine qui n'entrerait en action qu'avec l'arrivée des Alliés. En ce sens, la Résistance française s'apparente aux différentes formes de résistance qui se développent dans le Nord de l'Europe (Belgique, Pays-Bas, Norvège, Danemark), où la propagande et l'action politique ont également joué un rôle crucial dans l'essor d'une Résistance organisée. Elle se distingue totalement des pays d'Europe de l'Est (Pologne) et du Sud (Grèce, Yougoslavie) où domine la dimension militaire.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette différence cruciale. L'effondrement en quelques semaines de l'Armée française, présentée depuis la fin de la Première Guerre mondiale comme la « meilleure armée du monde », a constitué une surprise totale. L'ampleur du désastre est tel que ses chefs ont considéré la victoire allemande comme inéluctable, refusant ainsi de poursuivre un combat d'arrière-garde comme avaient pu le faire en 1870-1871 lors de l'invasion prussienne certains officiers à la tête de troupes de Francs-tireurs. En raison de ses caractéristiques géographiques (la partie la plus urbaine du pays, qui ne connaît quasiment aucun relief), la zone occupée ne se prêtait de toute façon pas à la pratique de la *guérilla*. Le fait de préférer signer un armistice plutôt qu'une capitulation engageait également le gouvernement français et les différentes institutions placées sous son autorité à faire en sorte que les intérêts de la puissance occupante soient respectés. Et l'une des conditions de l'armistice était que Vichy veille au désarmement de l'armée et livre les stocks d'armes au vainqueur, la petite armée autorisée en zone Sud ne pouvant bénéficier que d'un armement très limité.

Contrairement à ce qui se passe en France, une armée clandestine est mise en place en Pologne

dès l'automne 1939 (cf. p.VI). En Grèce ou en Yougoslavie, la résistance à l'occupation se cristallise également très tôt en lutte armée. En raison de l'inégal rapport de force face aux troupes germano-italiennes⁽⁷⁾, la capitulation des armées régulières en avril 1941 ne constitue pas la même surprise qu'en France en mai-juin 1940. Des noyaux de résistants se forment immédiatement à partir d'éléments de l'armée qui se réfugient dans les zones montagneuses afin de prolonger le combat militaire. En Yougoslavie, le général Mihailovic rejoint ainsi dès avril 1941 la zone montagneuse serbe de Ravna Gora avec un groupe d'officiers et de soldats pour fonder le mouvement Tchetrnik et mener des actions de *guérilla* contre les occupants allemands et italiens. Il doit toutefois rapidement faire face à l'émergence d'un autre « chef de guerre » qui lui conteste le rôle de chef de la résistance yougoslave. Le communiste Josip Broz (Tito) lance à partir du 4 juillet une insurrection armée depuis sa base située dans les montagnes du Monténégro⁽⁸⁾.

En Grèce, les premiers groupes d'*andartes* (*guerilleros*) formés à partir d'éléments militaires réfugiés dans les montagnes apparaissent en Macédoine dès l'automne 1940 tandis que le Parti communiste grec (KKE) crée en septembre 1941 le Front national de libération (EAM) bientôt complété par une branche armée, l'ELAS, qui multiplie les attaques d'envergure tout au long de l'année 1942 et contrôle des régions entières du pays⁽⁹⁾.

Cette même identification immédiate entre lutte armée et résistance à l'occupant se retrouve dans les territoires de l'Union soviétique tombés

sous le contrôle des Allemands au cours des mois qui suivent le déclenchement de l'opération Barbarossa en juin 1941. La rapidité de l'offensive allemande fait que des unités entières de l'Armée rouge sont encerclées par la progression de la *Wehrmacht* vers Leningrad au Nord, Moscou au Centre, le Caucase au Sud. Refusant la captivité, certaines de ces unités prises au piège donnent naissance aux bandes de partisans qui entre 1941 et 1944 mènent une *guérilla* intense à l'arrière des lignes allemandes et mobiliseront jusqu'à 500 000 combattants, notamment dans les territoires ukrainiens et biélorusses⁽¹⁰⁾.

En France, rien de comparable à cette « guerre de partisans » n'existe avant l'apparition du phénomène des maquis à partir du printemps et de l'été 1943, soit trois ans après les débuts de l'Occupation, lorsque les réquisitions de main-d'œuvre en faveur de l'Allemagne entraînent le développement dans les principaux massifs de camps de réfractaires pris en charge par la Résistance pour devenir des unités combattantes. Mais en dépit de quelques tentatives destinées à constituer des « réduits » dans les Alpes ou le Massif Central à l'approche de la Libération, le phénomène reste limité au regard des expériences partisans dans les Balkans, où des régions entières étaient aux mains des « bandes » qui menaient des actions de *guérilla* tout en administrant les territoires qui se trouvaient sous leur contrôle. Le phénomène français est sur ce plan plus proche du cas de l'Italie où des maquis de *partigiani* se constituent dans le Nord du pays en 1943-1944. Le renversement de Mussolini et la signature par le gouvernement Badoglio d'un armistice avec les



Au début de son existence, la Résistance française mène un combat politique de contre propagande. Aussi, la presse clandestine ne cesse de se développer pour atteindre 1 200 titres à la Libération.

La Libre Belgique n° 20, 15 septembre 1941.

Le bandeau situé sous l'en-tête de chaque numéro évoque la résistance belge durant la Grande Guerre. Avec trois figures emblématiques de la résistance morale de 1914 (le roi, le bourgmestre de Bruxelles et le primat de Belgique).



Service historique de la Défense

Décembre 1941, un groupe de partisans yougoslaves du détachement de Psuns photographié après une action.

Dans les Balkans, des régions entières sont aux mains des partisans qui mènent des actions de *guérilla* et administrent les territoires qui se trouvent sous leur contrôle.



Service historique de la Défense

En 1944, dans le nord de l'Italie des maquis de partisans italiens se développent contre l'occupation allemande et le régime fasciste de Salò.

Alliés en septembre 1943 amènent les Allemands à prendre le contrôle des provinces septentrionales de la péninsule tout en rétablissant à Salò le Duce à la tête d'une République dite «sociale». Comme en France, les maquis italiens n'ont jamais remporté de victoires décisives face aux troupes allemandes avant l'arrivée des Alliés. Les territoires qui étaient sous le contrôle des maquis français ou italien ne dépassaient pas la taille d'une vallée, d'un plateau ou d'un canton et apparaissent donc très réduits au regard de ceux qui étaient aux mains des partisans dans les Balkans.

Une évolution soumise à des facteurs externes et internes

Si la Résistance en France est toujours restée le fait d'une minorité, son développement n'en apparaît pas moins régulier et continu tout au long de l'Occupation. En dépit d'une répression allemande toujours plus sévère, ses recrutements augmentent tandis que son audience et ses soutiens au sein de la société française ne cessent de s'élargir. Comme pour tous les pays d'Europe, les événements extérieurs et l'évolution de la situation militaire mondiale entraînent des conséquences importantes pour la Résistance française, dont le développement s'inscrit dans une chronologie qui correspond globalement à celle de la guerre.

Pour l'ensemble des résistances européennes, l'offensive allemande menée contre l'URSS en juin 1941 marque un premier tournant. Elle entraîne le conflit dans une phase nouvelle et favorise dans chaque pays un essor de la Résistance qui profite des soutiens croissants au sein des populations en faveur de la cause alliée. En France, le maréchal Pétain évoque dans son discours du 12 août 1941 «*un vent mauvais*» se levant à travers le pays. En rompant brutalement le pacte germano-soviétique conclu en août 1939, l'attaque allemande entraîne surtout l'ensemble des partis communistes européens à renouer avec l'antifascisme. Pour allumer des contre-feux sur les arrières des lignes allemandes et forcer ainsi le Reich à maintenir des troupes conséquentes dans les territoires occupés, Moscou appelle les organisations communistes à développer la lutte armée. Dans les Balkans, les soulèvements communistes en Yougoslavie ou en Grèce au cours de l'été 1941 s'inscrivent dans ce contexte. En France, comme dans les pays du Nord de l'Europe, les conditions d'une *guérilla* telle que celle qui se développe au Sud n'étaient pas réunies et les partis communistes n'en avaient de toute façon pas les moyens. Répondant à la consigne de l'Internationale, le PCF n'en appelle pas moins à la lutte armée et le premier attentat est organisé le 21 août 1941 à la station de métro Barbès Rochechouart par Pierre Georges, le futur colonel Fabien.

L'automne 1942 et le début 1943 marquent un second tournant qui permet aux résistances en Europe de franchir un nouveau seuil: les premières grandes défaites du Reich (El Alamein, débarquement allié en Afrique du Nord, Stalingrad) montrent que le cours de la guerre change en faveur des Alliés. Jusqu'alors croire en la défaite de l'Allemagne restait l'affaire d'une minorité et cette situation constituait forcément un frein pour la Résistance. Tout change

à partir du moment où la possibilité d'une victoire alliée commence à se préciser. Dans tous les pays d'Europe, ce tournant permet aux différentes formes de résistance de s'intensifier et de se structurer en vue d'une libération prochaine qui commence à se préciser. La France n'y échappe pas comme le montre le processus de rapprochement des mouvements de Résistance qui fusionnent en janvier 1943 au sein des MUR (Mouvements Unis de la Résistance).

Le troisième moment charnière intervient lorsque s'annonce l'heure de la bataille finale, avec à l'Ouest l'organisation de plusieurs débarquements sur le continent européen (Sicile en juillet 1943, Normandie en juin 1944) et à l'Est l'offensive de l'Armée rouge vers l'Allemagne. Dans toute l'Europe, l'approche des Alliés entraîne une importante mobilisation des résistances nationales, parfois de véritables insurrections contre l'occupant. Les nombreuses «montées» au maquis en France à l'annonce du débarquement, l'intensification des sabotages et de la *guérilla* sur tout le territoire afin de paralyser l'armée allemande et d'aider la progression alliée, les soulèvements urbains de l'été 1944 comme ceux de Paris ou de Marseille, ont eu leur équivalent dans toute l'Europe au cours des derniers mois de la guerre.

Si elle s'inscrit dans une chronologie commune à l'ensemble des résistances européennes, l'évolution de la Résistance en France répond également à des facteurs internes spécifiques qui ont pu favoriser son développement. L'annonce d'une politique de collaboration au lendemain de Montoire (octobre 1940) entraîne une première prise de distance à l'égard du régime de Vichy et favorise les débuts de la Résistance. Le retour au pouvoir de Laval en avril 1942 marque la fin des dernières illusions autour d'un régime qui s'enfonçait toujours plus dans la collaboration. Avec l'occupation de la zone Sud en novembre 1942, Vichy perd ses derniers soutiens. Des militaires ou hauts fonctionnaires qui avaient jusque-là servi fidèlement le régime se sentent déliés de leur serment à l'égard de Pétain et basculent dans la clandestinité. Cela favorise la formation de nouvelles organisations résistantes comme l'Organisation de la résistance armée (ORA), créée au lendemain de la dissolution de l'armée d'armistice. Cette évolution permet également d'accélérer l'unification de la Résistance dès lors que cesse l'attitude parfois ambiguë de certains mouvements à l'égard de Pétain. Les rafles de Juifs de l'été 1942 (la France est le seul pays d'Europe où des rafles de Juifs sont organisées dans un territoire non occupé, la zone Sud, en août 1942) choquent l'opinion française. Un «*mouvement de réactivité sociale*» (Jacques Semelin) se développe en faveur des persécutés. Les réquisitions de main-d'œuvre, dans le cadre de la loi du 4 septembre 1942 puis du STO (février 1943), ne sont pas spécifiques à la France puisque le Reich les pratique dans tous les pays occupés. Mais elles se traduisent dans le cas français par un phénomène particulier, le développement de camps de réfractaires appelés à devenir des maquis dès lors que le territoire, notamment en zone Sud, offre de multiples possibilités pour se cacher en milieu rural.



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

Les membres du Conseil national de la Résistance (CNR) réunis le 10 septembre 1944 autour de Georges Bidault.

Le 27 mai 1943, la création du CNR permet de rassembler l'ensemble des organisations résistantes, y compris les communistes, derrière l'autorité du chef de la France combattante.



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

La place de la France dans la stratégie alliée

Si les mémoires nationales ont eu tendance à la minimiser après la guerre pour valoriser la dimension patriotique du phénomène, les résistances en Europe ont toutes bénéficié de l'aide des Alliés entre 1940 et 1945. Sans aide extérieure, aucune résistance ne pouvait survivre ni se développer. L'argent, les armes, le matériel-radio et tout le soutien logistique indispensables ne pouvaient venir que des Alliés. Les premières organisations résistantes, qui apparaissent sur le continent européen en 1940, ont même dans certains cas été initiées directement par Londres comme le montrent les «réseaux» constitués dans le Nord de l'Europe et en France à l'initiative des services secrets britanniques. Car les phénomènes d'interdépendance entre les Alliés et les résistances nationales fonctionnaient bien dans les deux sens. Si les résistants avaient besoin d'une aide logistique extérieure, les Alliés de leur côté devaient s'appuyer sur les organisations clandestines développées sur le continent afin de collecter des renseignements à la fois militaires mais aussi politiques et économiques. Il s'agissait aussi de forcer le Reich à maintenir des troupes d'occupation importantes, qui faisaient défaut sur les théâtres d'opérations extérieurs. «Mettre le feu à l'Europe» était même la mission première du *Special Operations executive* (SOE) créé au juillet 1940, au lendemain de la défaite de la France, alors que l'Angleterre restait seule dans la guerre et avait besoin d'encourager des actions subversives sur le continent afin d'affaiblir les forces de l'Axe. Des agents britanniques (SOE, IS) ou américains (OSS) à partir de 1942, furent envoyés dans tous les pays occupés pour établir des contacts avec les résistances nationales, leur apporter une aide indispensable pour leur développement mais aussi coordonner leurs efforts et leurs actions en fonction de l'évolution de la stratégie alliée.

En 1940 et 1941, la France occupée constitue un terrain important pour les services secrets britanniques. Sa proximité géographique avec l'Angleterre et la menace allemande qui pèse sur l'Île rendent cruciale l'obtention de renseignements

au sujet des bases militaires et des intentions de l'occupant. De nombreux soldats alliés bloqués sur le continent, aux Pays-Bas, en Belgique ou dans le Nord de la France ont par ailleurs besoin de trouver des filières leur permettant de rejoindre l'Angleterre via l'Espagne après être passés par la zone non occupée. Ces données expliquent l'importance que représente la France pour le SOE et le fait que de nombreux réseaux britanniques s'y implantent, à l'image du réseau Pat O'Leary spécialisé dans la récupération des aviateurs sur le sol français. S'ils se développent de façon autonome à l'égard des Britanniques, les services secrets de la France libre dirigés par le colonel Passy n'en restent pas moins dépendants de Londres sur le plan des liaisons et de la logistique et contribuent à fournir de nombreux renseignements sur la situation en France. Les services secrets britanniques profitent également du travail de renseignements opérés en France par certains réseaux qui travaillent directement pour eux, à l'image du réseau Alliance.

Au fur et à mesure que la Résistance française se développe, son attente se fait de plus en plus forte pour que les Alliés lui envoient une aide sur le plan militaire (parachutages d'armes), notamment lorsque les premiers maquis commencent à apparaître au cours du printemps et de l'été 1943. À cette date, d'importants parachutages sont destinés dans les Balkans aux partisans grecs et yougoslaves, y compris aux organisations communistes. L'objectif de cette aide consiste pour Churchill à créer un point de fixation important en Europe du Sud afin d'affaiblir les positions du Reich en Méditerranée tout en intoxiquant les Allemands sur un débarquement qui pourrait avoir lieu en Grèce plutôt qu'en Sicile. Le premier ministre britannique refuse en revanche d'intensifier les parachutages à destination de la France tant que la situation géostratégique ne l'exige pas, provoquant une certaine frustration chez les résistants français en 1943. À partir de février-mars 1944, dès lors que se précise le prochain débarquement allié sur les côtes françaises, les parachutages s'intensifient en France au profit des maquis. En juin 1944, pour coordonner l'action de la Résistance française avec les objectifs militaires alliés, plus de 80 équipes *Jedburgh* composées de représentants anglais, américains et français sont

Le consensus politique autour du modèle républicain se retrouve souvent symboliquement affiché sur les unes de la presse clandestine française. *Le jeune combattant*. Organe national des Forces unies de la jeunesse patriotique du 20 juillet 1944 est ainsi illustré par La Marseillaise de Rude.

parachutées sur tout le territoire (des équipes de ce genre seront également envoyées en Hollande).

L'absence de guerre civile à la fin de la guerre

L'une des caractéristiques qui permet à la Résistance française de se démarquer de la plupart des autres expériences résistantes en Europe reste son unité au moment de la Libération, permettant ainsi d'éviter les affaires d'une guerre civile comme celles qui ont pu exister en Grèce ou en Yougoslavie entre nationalistes et communistes ou l'élimination pure et simple des organisations non communistes comme ce fut le cas en Europe de l'Est.

L'unification de la Résistance française n'était pourtant nullement acquise et s'est effectuée avec difficulté comme le montrent les fortes tensions qui opposèrent en 1942 et 1943 les chefs de mouvements au représentant du général de Gaulle, Jean Moulin. Mais la création du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943 permet de rassembler l'ensemble des organisations résistantes, y compris les communistes, derrière l'autorité du chef de la France combattante. Et lors des combats de la Libération, les résistants français, quelle que soit leur organisation d'origine, ont combattu de façon unie au sein des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Cette unité de la Résistance a favorisé sur tout le territoire le retour à la légalité républicaine. Même si certaines fissures apparaissent rapidement, elle se maintient jusqu'au début de la guerre froide dans le cadre du tripartisme qui unit les principales forces politiques de gauche (communistes, socialistes, démocrates-chrétiens).

Sans négliger le mérite de ceux qui ont œuvré en sa faveur, et en premier lieu Jean Moulin, cette unification de la Résistance a également pu être favorisée par un

certain nombre d'éléments propres au cas français, comme l'enracinement de l'État-nation depuis plusieurs siècles et un certain consensus politique autour du modèle républicain depuis la fin du XIX^e siècle. Les luttes idéologiques qui ont opposé nationalistes et communistes dans les Balkans expriment un désaccord total sur le type de régime à instaurer à la Libération. Elles ont aussi pu correspondre à des luttes ethniques dans des pays où le sentiment national restait plus limité. La situation géostratégique de la France et sa libération par les Américains et Britanniques expliquent également que Moscou n'ait pas encouragé le PCF à s'emparer du pouvoir et à rompre l'unité construite dans le combat contre l'occupant, contrairement à la stratégie adoptée dans les pays d'Europe de l'Est «libérés» par l'Armée rouge. ■

(1) Nous n'aborderons pas dans ce dossier la question de la Résistance allemande (et autrichienne) dès lors qu'elle se développe dans un contexte différent (absence d'occupation étrangère).

(2) Si la bibliographie est très abondante concernant les résistances nationales, il existe peu de travaux permettant d'envisager la Résistance à l'échelle européenne. L'ouvrage d'Olivier Wieviorka (*Une histoire de la Résistance européenne en Europe occidentale*, Perrin, 2017) porte essentiellement sur les relations entre les Alliés, les gouvernements en exil et les résistances intérieures. L'article d'Alya Aglan sur « les résistances en Europe » dans l'ouvrage qu'elle a codirigé avec Robert Frank (*La guerre-monde*, Gallimard, 2015) constitue une synthèse sur le sujet même si l'approche transversale reste limitée dès lors que les pays sont étudiés les uns après les autres. Parmi les rares entreprises consistant à écrire une histoire collective de la Résistance en Europe, Bob Moore (dir.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, New-York, Berg, 2000.

(3) Voir à ce sujet le dossier thématique « Sortir de la guerre » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n°83, décembre 2015.

(4) Le roi des Belges, Léopold III, choisit en revanche de rester dans son pays et désavoua le gouvernement en exil.

(5) Cette situation particulière de la France et du Danemark explique que certaines catégories habituées à servir (militaires, haut-fonctionnaire) aient été très peu impliquées dans les premières organisations résistantes, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays occupés (Pologne par exemple).

(6) Ces initiatives sont plus précoces et plus nombreuses dans le Nord de la France, où la présence allemande réactive des formes de résistance qui ont pu se développer lorsque ce territoire avait été occupé entre 1914 et 1918 (voir à ce sujet le dossier thématique « L'héritage des résistances antérieures » de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 79 (décembre 2014).

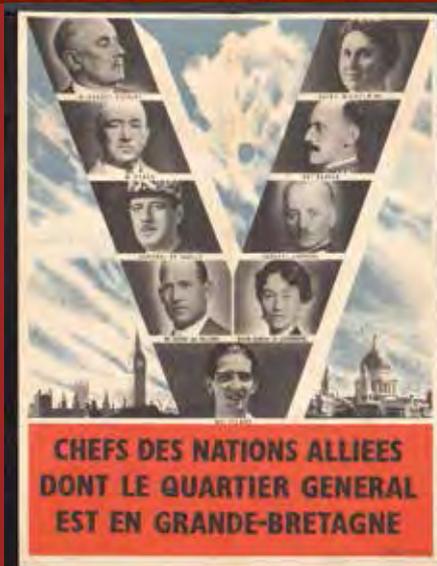
(7) La résistance des troupes grecques à l'offensive italienne déclenchée en octobre 1940 amène Hitler à venir en aide à son allié en avril 1941. L'annonce d'un coup d'État à Belgrade contre le régent Paul qui s'était aligné sur le Reich provoque l'intervention allemande en Yougoslavie.

(8) Antoine Sidoti, *Partisans et Tchetniks en Yougoslavie durant la Seconde Guerre mondiale*, CNRS éditions, 2004.

(9) Mark Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler*, Les Belles Lettres, 2002.

(10) Masha Cerovic, *Les enfants de Staline. La guerre des partisans soviétiques (1941-1944)*, Seuil, 2018.

© Mémorial de Caen



Cette affiche anglaise de 1941 réunit sur le « V » de la victoire les principaux chefs des nations alliées en exil à Londres, ville présente en arrière-plan.

On y reconnaît : le roi Pierre II de Yougoslavie ; le roi George II des Hellènes ; la grande-duchesse Charlotte de Luxembourg ; le général Charles de Gaulle ; le général Wladyslaw Sikorski, chef des Polonais Libres ; Édouard Bénès, ancien président de la république et président du gouvernement provisoire tchécoslovaque ; le roi Haakon VII de Norvège ; Hubert Pierlot, chef du gouvernement belge en exil ; la reine Wilhelmine des Pays-Bas. Ces chefs de gouvernement en exil à Londres illustrent les liens existant entre les Alliés et les résistances intérieures.

La Pologne, une résistance précoce comme condition de survie de la nation

Par Fabrice Grenard

Le contexte particulier dans lequel se développe la Résistance polonaise explique qu'elle ait été à la fois plus précoce et plus vite organisée, notamment sur le plan militaire, que la Résistance française.

Sous la double agression allemande et soviétique en septembre 1939, l'État polonais recréé en 1919 disparaît une nouvelle fois de la carte. Les régions occidentales de la Pologne sont incorporées au Reich et germanisées de force. Le reste de la zone d'occupation allemande prend le nom de « Gouvernement général ». Le gouverneur Hans Frank impose un régime de terreur dans cette partie du territoire destinée à servir de zone de colonisation et de réserve de main-d'œuvre pour le Reich.

La création de structures clandestines dès l'automne 1939

Dès la défaite de la Pologne, le fait de résister permet la survie de la nation polonaise face au projet colonisateur nazi. Avant même la reddition de Varsovie, les plans de la Résistance sont ébauchés visant à poursuivre le combat dans la clandestinité. Cette volonté de maintenir la continuité de la nation polonaise à travers la résistance réactive les luttes menées au XIX^e siècle contre la Russie tsariste.

En lien avec le gouvernement polonais parti en exil en France puis à Londres pour continuer la guerre aux côtés des Alliés, des structures clandestines se mettent immédiatement en place au cours de l'automne 1940. Le général Michal Torkazewski-Karaszewicz prend le 27 septembre 1939 la tête d'une organisation nommée « Au Service de la Victoire de la Pologne » (SZP) inspirée du modèle de « l'organisation militaire polonaise » (POW) créée en 1914 par Pilsudski. La plupart des partis politiques basculent dans la clandestinité et sont représentés au sein d'un Parlement clandestin,

le Conseil de la Défense nationale, constitué en novembre 1939 afin de donner une légitimité à la Résistance polonaise et de préparer l'édification d'une future Pologne démocratique. Seuls les mouvements les plus extrêmes, les royalistes à droite et les communistes à gauche, refusent de s'associer à ce processus visant à créer un front commun contre les Allemands.

Une Résistance culturelle et militaire

Pour s'opposer aux projets de germanisation développés par le Reich, la Résistance polonaise développe une dimension culturelle très forte, avec la mise en place de structures de scolarisation parallèles ainsi que l'essor d'une importante presse clandestine (plus de 1 500 titres). Une société clandestine se développe dans tous les milieux, à l'Université, dans les usines ainsi que dans les campagnes.

De nombreux ouvriers, paysans, membres des organisations de jeunesse rejoignent la lutte armée. Différentes organisations comme les Bataillons paysans (Bch), l'Organisation militaire nationale (NOW) ou les Gardes populaires socialistes (GL PPS) fusionnent en février 1942 au sein d'une Armée de l'intérieure (AK). L'AK fut l'organisation de résistance armée la plus fournie d'Europe avec 380 000 combattants à son apogée au début 1944. Elle se livre à de nombreuses actions de sabotages (135 destructions de ponts et 1 500 attentats contre le réseau ferroviaire), procède à l'élimination de plus de 2 000 agents de la Gestapo ainsi qu'à des actions spectaculaires comme l'attentat le 1^{er} février 1944 contre Franz Kutschera, chef de la police de Varsovie.

La confiscation de la Résistance au profit des communistes

La réapparition en janvier 1942 du parti communiste polonais, qui avait été dissous en 1938, et la création de sa branche paramilitaire, l'Armée Populaire (AL) divise profondément une résistance polonaise qui était au départ unie derrière le gouvernement en exil et ses

représentants au sein des structures clandestines de l'intérieur. En juillet 1944, un Comité polonais de libération nationale installé dans les territoires repris aux Allemands par l'Armée rouge se transforme en gouvernement pro-soviétique à Lublin. Alors qu'un soulèvement éclate à Varsovie en août 1944, Staline refuse d'intervenir bien que ses troupes se trouvent sur la Vistule. En laissant les Allemands écraser

l'insurrection, il décapite la résistance polonaise non communiste.

Alors que la Pologne tombe sous le joug de l'URSS qui l'a libérée, l'AK est dissoute le 19 janvier 1945. Son état-major et les membres du Parlement clandestin sont arrêtés et jugés à Moscou pour collusion avec le III^e Reich afin d'exalter l'AL comme la seule organisation résistante et de faciliter la prise du pouvoir par les communistes. ■

L'occupation particulière du Danemark avec le maintien des institutions démocratiques *Par Fabrice Grenard*

Parmi la diversité des régimes d'occupation, le Danemark constitue un cas à part. Il se rapproche de la situation de la France dès lors que l'appareil d'État se maintient. Mais contrairement au cas français où se met en place un nouveau régime au lendemain de la défaite, qui rompt totalement avec la République, les institutions démocratiques danoises subsistent malgré l'occupation du pays. Ce système particulier ne prend fin qu'en août 1943.

Le maintien de la souveraineté danoise dans le contexte de l'occupation

Bien qu'un pacte de non-agression ait été signé à Berlin le 31 mai 1939 entre les deux pays, l'Allemagne envahit le Danemark le 9 avril 1940 pour des raisons essentiellement stratégiques (faciliter l'attaque de la Norvège et contrer une probable intervention britannique). Le gouvernement danois décide de capituler après seulement quelques heures de combat. Tout en imposant au pays un système d'occupation militaire, les Allemands décident de respecter la souveraineté danoise. Le gouvernement dirigé par Erik Scavenius, composé de sociaux-démocrates et de libéraux de gauche reste en place tout comme le roi Christian X, incarnation de la nation danoise. La vie parlementaire et démocratique continue, des élections législatives sont organisées le 23 mars 1943.

Le gouvernement danois pratique à l'égard des Allemands une stratégie de négociation permanente. S'il fait des concessions politiques et économiques, il refuse en revanche de participer à l'envoi de travailleurs forcés en Allemagne, à la déportation des Juifs ou à la répression des différentes formes d'opposition qui se développent contre la présence allemande. Le jeu du gouvernement danois s'avère quelque peu dangereux, avec le risque de se compromettre avec le III^e Reich, mais il permet de protéger la société danoise, qui connaît des conditions de vie bien plus favorables que dans les autres pays occupés. Les Danois ne sont pas soumis au travail forcé et bénéficient des plus hautes rations alimentaires de toute l'Europe dès lors que l'exploitation économique du Reich reste limitée. Ils peuvent même écouter librement les émissions de la BBC ou la radio suédoise.

L'insurrection d'août 1943 et ses conséquences

Alors que la possibilité d'une défaite du Reich et d'une victoire alliée se précise à partir de 1942, un sentiment de révolte commence à se développer au

Danemark contre la présence allemande. Au cours du mois d'août 1943, une insurrection alliant grèves, manifestations de masse, émeutes et sabotages s'étend à l'ensemble du pays. La riposte allemande est très brutale: le gouvernement danois est destitué, quatre cents personnalités sont arrêtées, l'armée est neutralisée. Pour ne pas signer des ordres déshonorant imposés par le Reich, le roi se considère comme prisonnier. Une nouvelle ère s'ouvre pour le Danemark avec l'institution de l'état de siège par le gouverneur militaire allemand, le général von Hanneken,

En mettant fin aux équivoques, ce tournant de l'été 1943 a également pour conséquence d'encourager la Résistance. Il provoque les mêmes effets que l'occupation de la zone Sud en France en novembre 1942, qui met fin aux illusions autour de Vichy et clarifie la situation pour ceux qui veulent résister tout en ayant certaines réticences à désobéir. Jusque-là fidèles au gouvernement danois, de nombreux fonctionnaires ou militaires basculent dans la clandestinité. Constitué le 16 septembre 1943, le Conseil de la Liberté (*Freiheitsrat*) acquiert le statut de gouvernement clandestin. Un programme commun pour l'après-guerre est adopté en octobre 1943, *Quand le Danemark sera à nouveau libre*. Une armée secrète est constituée, qui bénéficie du ralliement de nombreux militaires de l'armée régulière. La société civile se mobilise pour faire échec à la politique de déportation nazie (seules quelques 500 personnes sont déportées sur les 8 000 Juifs résidants au Danemark).

Les derniers mois de la guerre furent difficiles pour le Danemark, qui avait plutôt été épargné au début du conflit. Les actions de la Résistance (notamment les sabotages) entraînent d'importantes représailles allemandes. En septembre 1944, 2 235 policiers danois sont arrêtés et déportés à Buchenwald. Les conditions de vie se dégradent pour la population du fait des bombardements alliés et des pillages de l'occupant. La libération du Danemark intervient le 4 mai 1945. Isolées du nord de l'Allemagne totalement contrôlé par les Alliés, les troupes allemandes capitulent sans combattre. ■

Le Premier ministre danois Erik Scavenius et Werner Best, plénipotentiaire du Reich au Danemark, 6 février 1943.

L'occupation du Danemark est particulière. Ses institutions démocratiques continuent de fonctionner tout en s'accommodant de la présence allemande jusqu'en août 1943.



Frihedsmuseets fotoarkiv, Frihedsmuseet, Copenhague, Danemark.

La France, terrain d'action privilégié pour les réseaux et les filières de sauvetage

Par Fabrice Grenard

L'une des facettes de la Résistance dans tous les pays d'Europe occupés fut l'aide apportée aux personnes traquées par les Allemands : soldats et aviateurs alliés cherchant à quitter le continent pour rejoindre l'Angleterre, prisonniers de guerre évadés, résistants recherchés, Juifs menacés de déportation.

Dans toute l'Europe, des filières se sont développées avec l'aide des populations locales pour prendre en charge les personnes soucieuses d'échapper à la répression allemande. Avec sa zone restée non occupée pendant deux ans et ses frontières avec deux États (la Suisse et l'Espagne) constituant une porte d'entrée vers le monde libre, la France est apparue comme un terrain d'action privilégié pour les différentes organisations d'aide et de sauvetage.

L'exfiltration des soldats et aviateurs britanniques

Au moment de la défaite, des soldats britanniques qui n'avaient pu être rapatriés depuis Dunkerque lors de l'opération Dynamo se retrouvent piégés sur le sol français. Des aviateurs de la RAF tombés alors qu'ils survolaient le Nord de la France, la Belgique ou les Pays-Bas, s'ajoutent à ces soldats désireux de rejoindre l'Angleterre en utilisant des filières d'évasion vers le sud de la France (ce qui implique le franchissement de la ligne de démarcation) afin de rejoindre ensuite l'Espagne et Gibraltar. Avec l'aide des services secrets britanniques, des réseaux spécialisés dans l'aide aux soldats alliés se créent dès 1940. L'un des plus importants est fondé par l'officier écossais Ian Garrow. Il met en place une chaîne d'évasion partant de la Belgique et du Nord de la France pour aboutir à Marseille, Toulouse et Perpignan. Quand Ian Garrow est arrêté en juillet 1941, un médecin militaire belge, Albert Guérisse (Pat O'Leary) prend le relais et ajoute à la filière vers l'Espagne la possibilité d'organiser des évasions depuis les côtes bretonnes. Jusqu'à la fin de la guerre, le réseau Pat O'Leary aurait permis d'évacuer 600 aviateurs et soldats alliés.

L'exemple du réseau Comète montre également le fonctionnement transnational de ce genre d'organisation dont le point de départ pouvait se situer hors de France. Créé au printemps 1941 à Bruxelles par une jeune femme de vingt-cinq ans, Andrée de Jongh, le réseau cache les « colis » (les aviateurs alliés) en Belgique avant de leur faire traverser ensuite la frontière franco-belge puis la ligne de démarcation pour les mener jusque dans les Pyrénées. Entre août 1941 et juin 1944, Comète a pris en charge près de 700 militaires alliés et est parvenu à en faire passer 288 en Espagne.

Pour pouvoir rejoindre la zone « dite » libre depuis l'Allemagne et la zone occupée, les prisonniers de guerre évadés (la France compte 1,6 million de prisonniers) bénéficient également à partir de 1940 de l'aide apportée par certains réseaux comme celui organisé depuis Paris par l'ethnologue Germaine Tillion et le colonel Paul Huet.

Dès la fin 1940, une trentaine de réseaux fonctionnent en France, une centaine fin 1941. 266 seront homologués à la fin de la guerre. Les réseaux sont sans doute les organisations qui apportèrent la plus grande aide à l'effort de guerre allié, aussi bien pour faciliter les évasions de soldats qu'en matière de renseignements. Cela explique également qu'ils aient toujours été une cible prioritaire pour la répression allemande (1).

Le sauvetage des Juifs

D'une nature différente, les filières de sauvetage des Juifs ont été nombreuses en France. Si elles se développent le plus souvent en dehors de la Résistance organisée, les mouvements leur apportent une aide importante à partir de 1942, notamment en mobilisant leurs services sociaux ou en fournissant des faux papiers.

Dès 1941, des filières se mettent en place pour permettre aux Juifs immigrés d'échapper aux rafles qui les concernent en région parisienne et de rejoindre la zone Sud. Elles sont organisées notamment par le comité Amelot qui réunit à Paris les responsables des organisations juives présentes dans la capitale. À partir de 1942, du fait de la mise en œuvre de la Solution finale par les nazis, la population définie comme juive est en danger de mort. Les rafles de l'été 1942 déclenchent des mouvements de solidarité. L'historien Jacques Semelin évoque un « mouvement de réactivité sociale » pour qualifier des actes de nature très variée allant de l'avertissement d'une arrestation programmée jusqu'au fait d'accepter de cacher des Juifs à son domicile en passant par des aides ponctuelles (cf. le compte-rendu de son dernier ouvrage p. 6).

La complicité de la population permet à différentes institutions confessionnelles et associations spécialisées dans les actions caritatives et les secours de mener une action clandestine de grande envergure pour cacher les Juifs qui avaient pu échapper aux rafles et arrestations, notamment les enfants. L'Œuvre de secours aux enfants (OSE) crée par exemple le réseau Garel pour prendre en charge et cacher, souvent avec la complicité d'institutions religieuses, les enfants menacés. Au sein de ce réseau, Georges Loinger, organise une filière de sauvetage jusqu'en Suisse, via Annemasse, qui permet de sauver une centaine d'enfants. Le financement de toutes ces activités clandestines profite d'une aide importante de l'American Jewish Joint Distribution Committee (AJJDC ou Joint) dirigé en France par Maurice Brener et Jules Jefroykin.



Automne 1942, trois aviateurs britanniques dont l'appareil a été abattu dans le Pas-de-Calais posent devant la maison de la famille Fillerin à Renty. Cette famille très active au sein du réseau d'évasion Pat O'Leary a secouru 37 militaires alliés.



Fausse carte d'identité provenant de l'atelier des faux papiers de Défense de la France destinées à venir en aide à des personnes persécutées.

Ces filières de sauvetage bénéficient aussi des caractéristiques géographiques de la zone Sud, qui offrent des possibilités de caches importantes dans les régions rurales et zones de moyenne montagne. Des villages-refuges se développent comme à Dieulefit (Drôme) ou au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire). Ces actions de solidarité s'ajoutant aux stratégies propres de survie des Juifs ont contribué au sauvetage de plus de 75% des Juifs vivant en France (76 000 déportés sur quelques 330 000 Juifs français et étrangers). ■

(1) Voir le dossier thématique « Les réseaux de Résistance » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 76, mars 2014